

Éditorial

« 50 ans des sciences de l'éducation » ? Regards transnationaux sur les évolutions et défis d'une discipline à la croisée d'autres champs disciplinaires

Rita HOFSTETTER

Équipe de recherche en Histoire sociale
de l'éducation (ERHISE),
Université de Genève, Suisse

Thierry PIOT

Centre interdisciplinaire de recherche normand
en Éducation et formation (CIRNEF),
Université de Caen Normandie, France

Ce volume s'insère dans la suite de divers événements (colloques, publications) conçus à l'occasion du « 50^e anniversaire » de l'institutionnalisation en 1967 dans l'université française de la discipline « sciences de l'éducation ».

Cette date de 1967 constitue-t-elle véritablement l'acte fondateur de la discipline ? Ceci présupposerait qu'elle aurait alors obtenu, à ce moment, ses lettres de noblesse académique, permettant désormais aux personnes qui en émanent et y œuvrent de « tutoyer leurs consœurs » (psychologie, sociologie, philosophie, histoire, anthropologie, notamment) et de s'insérer et être reconnues, comme elles, dans les réseaux et communautés scientifiques supposés les réunir et les représenter au sein des instances nationales et internationales.

Assurément oui, puisque s'opère là un *véritable tournant* dans la manière dont s'institutionnalise et se concrétise la recherche en sciences de l'éducation en France : les premiers diplômes et filières autonomes se sont depuis démultipliés, permettant d'accéder aux plus hauts titres universitaires, ce qui a contribué à générer des postes académiques et des spécialistes en sciences de l'éducation, des réseaux et supports éditoriaux, favorisant le renouvellement des connaissances et la fabrication d'une relève dans le champ. Un processus qui s'est aussi traduit par la création en 1969 d'une section des sciences de l'éducation

au sein du Comité consultatif des universités (ancêtre du Conseil national des universités, CNU).

Assurément non, l'année 1967 pouvant être perçue comme un *épiphénomène* pour ceux qui s'attachent à comprendre comment émerge, se construit et se déploie un nouveau champ de savoir, en l'inscrivant dans une dynamique – temporelle, géographique, contextuelle – plus ample, conscients que le phénomène ne peut se comprendre qu'au regard des évolutions culturelles, scientifiques, socio-économiques et politiques du monde environnant (international aussi) qui contribuent à le définir et qu'il transforme en retour.

C'est là le double constat des auteurs de ce numéro thématique de la revue *Les Dossiers des Sciences de l'Éducation*. Certes ce volume, lui aussi, trouve son origine dans l'une de ces commémorations : le colloque « 50 ans de sciences de l'éducation », organisé par l'Association des enseignants-chercheurs en sciences de l'éducation (AESCE) et le Centre interdisciplinaire de recherche normand en Éducation et Formation (CIRNEF)¹ à Caen en octobre 2017. Mais les auteurs s'en sont saisis pour initier un regard *sociohistorique plus ample sur la fabrique collective de ce champ de recherche, faisant varier aussi bien les approches que les échelles et les temporalités d'analyse*. Comme diverses publications récentes, citées au fil de ce volume, les contributions ici réunies se démarquent d'une posture mémorielle – cautionnant le mythe fondateur de 1967 – et n'entendent ni établir un bilan des événements et figures emblématiques ayant marqué la discipline dans l'Hexagone durant ces cinq dernières décennies, ni poser un diagnostic, voire émettre des prescriptions normatives sur ce que sont ou devraient être les sciences de l'éducation.

Le présent numéro a pour ambition d'analyser l'émergence et le déploiement sur la longue durée (du XIX^e siècle à nos jours) d'un nouveau champ de savoir ayant pour objet les phénomènes éducatifs. Il porte l'attention sur les conditions qui ont rendu possible, en moult contrées, l'institutionnalisation, l'autonomisation, la professionnalisation – c'est-à-dire la disciplinarisation – sous des formes variées d'un champ nommé « sciences de l'éducation » en francophonie. Ce volume place l'accent sur les trajectoires et pratiques effectives (recherches, enseignement, qualification notamment) des chercheurs en sciences de l'éducation, sur les collectifs, réseaux et instances qui incarnent et configurent cette discipline, montrant aussi la pluralité des protagonistes qui y œuvrent, inscrits dans leur monde environnant et le contexte international. Ce faisant les contributions témoignent toutes des tensions, voire contradictions, de ce processus toujours en cours, mû par des enjeux internes et externes à la recherche éducationnelle : enjeux politiques, arènes de pouvoir des groupes professionnels concernés, poids des cultures et des particularités de chaque pays, réseaux internationaux plus ou moins formalisés. Les auteurs en viennent tous à évoquer aussi les interrelations des chercheurs en sciences de l'éducation avec d'autres champs disciplinaires, en particulier les sciences humaines et sociales. Il est d'ailleurs significatif que

1 Dirigé par Thierry Piot (Université de Caen Normandie) et Emmanuelle Annot (Université de Rouen Normandie).

les signataires des contributions de ce volume eux-mêmes, bien que tous insérés en sciences de l'éducation, proviennent et/ou se situent à la croisée d'une diversité d'autres disciplines (anthropologie, histoire, philosophie, psychologie, sociologie) et optent résolument pour des approches et dialogues pluridisciplinaires.

C'est une gageure qui, si elle ne prétend pas à l'exhaustivité, offre l'intérêt de regards croisés, diversifiant objets de l'enquête, démarches privilégiées et données analysées. Ces regards, à la manière d'un kaléidoscope, permettent de dépasser les trop classiques débats saturés d'idéologie lorsqu'il est question d'éducation et de restituer finement les ressorts multiples qui concourent, encore aujourd'hui, à façonner une discipline parfois qualifiée d'indisciplinée et rebelle à une narration lisse de ce qui caractériserait son essence.

Le texte inaugurant ce volume, rédigé par Rita Hofstetter et Bernard Schneuwly, propose une analyse transnationale du processus d'institutionnalisation complexe (postes, laboratoires, réseaux et littérature scientifique) et de professionnalisation de la recherche en éducation qui conduit à la transformation de la « pédagogie », au cours des XIX^e et XX^e siècles, en « sciences de l'éducation ». Sur le plan épistémologique, les auteurs précisent *qu'ils privilégient une approche sociale et contextualisante, et de fait « configurationnelle »*, pour se garder des écueils d'une posture prescriptive. Tout en évoquant convergences et divergences suivant les aires culturelles en Occident, ils s'attachent à cerner la manière dont se transforment les références, échanges et emprunts intercontinentaux.

Ainsi, les auteur.e.s dégagent trois strates, structurantes au niveau spatio-temporel. La première identifie les ressorts favorisant l'émergence de la pédagogie comme champ propre, notamment en vue d'édifier la nation : création de chaires universitaires ayant couramment pour mission de former les enseignants ; perspectives encyclopédiques et quête de modèles théoriques, comme l'herbartianisme qui fut alors une référence internationale majeure, afin de poser les bases d'un champ scientifique spécialisé. La seconde strate, à la fois en continuité et en rupture avec la précédente, non exempte de contradictions et luttes internes, s'inaugure à la fin du XIX^e et englobe la première moitié du XX^e siècle. En phase avec l'émergence d'autres sciences (sociales notamment), en quête elles aussi de terrains d'application, on assiste à la création d'une succession de laboratoires et centres de recherche offrant les conditions pour des approches résolument expérimentales des phénomènes éducatifs, dans un esprit réformiste, afin de mettre à l'épreuve et d'étayer le travail de rationalisation théorique à l'œuvre parallèlement. La discipline s'institutionnalise désormais à grande échelle (voir par exemple aux États-Unis), dans une multiplicité d'institutions académiques et réseaux scientifiques, interconnectés. La dernière strate, plus contemporaine, se rapporte aux Trente Glorieuses : les sciences de l'éducation, s'enrichissant tout en se différenciant des disciplines dites contributives – psychologie et sociologie, mais aussi philosophie, économie, histoire – vont à la fois se diversifier en sortant du monde scolaire, définir des standards de recherche et participer à produire – et parfois à discuter, voire contester – des normes internationales. Cette analyse s'en tient à l'Occident : il nous paraît intéressant

d'examiner la plausibilité de ces strates (dont leur configuration et temporalité) pour d'autres contrées.

En référence à l'abondante littérature disponible à ce propos, Rita Hofstetter et Bernard Schneuwly pointent les enjeux contradictoires de la nécessaire internationalisation de la recherche éducationnelle et des connaissances qu'elle produit, à visée potentiellement universelle : condition de reconnaissance du champ comme de ses chercheurs, elle contient en même temps l'écueil à la fois d'une distanciation avec les demandes socioprofessionnelles, voire politico-administratives, et d'une soumission à des standards internationaux susceptibles de reconduire des rapports de pouvoir (disciplinaires et culturels ; centres-périphéries, Nord-Sud, etc.).

Privilégiant elle aussi une perspective transnationale, mais centrée pour sa part sur les récentes décennies, Marie Vergnon propose une note de synthèse sur la structuration de la recherche éducationnelle en Europe ; elle discute en particulier les publications scientifiques rédigées à l'occasion du vingtième anniversaire de la fondation officielle de l'*European Educational Research Association* (EERA), problématisant les évolutions du champ depuis les années 1990. Elle rapporte que cette littérature dégage trois modèles de structuration distincts, même si parfois ils se recouvrent, ce qui rend la caractérisation de la discipline « Educational research » – syntagme privilégié dans la littérature anglophone – peu aisée et son périmètre flou : le modèle anglo-saxon qui envisage l'éducation comme un objet interdisciplinaire, le modèle germanophone où l'éducation est étudiée à partir d'un corpus théorique propre et le modèle francophone, où la recherche en éducation s'appuie sur des études davantage empiriques. Remarquons que ces auteurs confirment de fait les travaux pionniers des comparatistes Keiner et Schriewer (1992, 2000) contrastant les références citées dans des revues de sciences de l'éducation en Allemagne, France et Grande-Bretagne, pour en conclure que ces variantes sont le produit conjugué de données institutionnelles, de conjonctures politico-sociales et de traditions intellectuelles différentes (Schriewer, 1998, p. 58). Il serait d'ailleurs intéressant d'actualiser aujourd'hui leur enquête, dans le contexte de la globalisation du monde académique et de ses critères d'évaluation.

La littérature discutée par Marie Vergnon s'accorde à reconnaître que le processus progressif d'eupéanisation via l'EERA s'efforce de composer avec la prolifération des communautés et des cultures de recherche éducationnelle, qu'elle entend réunir, faire dialoguer, visant la construction d'une communauté européenne prenant en compte des styles de pensée nationaux. Si l'intention initiale de l'EERA visait une politique des langues respectueuse du caractère transfrontalier de cette communauté, l'anglais fut bientôt prescrit au sein de ses colloques annuels et de son journal ; ce choix privilégie indubitablement, précisons-le, un style et mode de recherche et pensée. Au-delà d'enjeux linguistiques, Marie Vergnon cite Ricoeur (1992) pour suggérer de bénéficier de traducteurs d'une culture à l'autre afin de s'ouvrir aux repères de sens d'autrui,

ceci valant pour toute langue, culture et discipline. Elle souligne – en écho aux articles recensés – qu'à partir des années 1990, la recherche éducationnelle a davantage été prise en compte dans la définition de politiques éducatives au niveau international (*via* les organisations internationales, les décideurs et acteurs publics) et qu'en retour, ces politiques ont eu une influence sur les orientations de la recherche en éducation en Europe et la structuration des réseaux. Non sans générer l'écueil d'une « décontextualisation des politiques de l'enseignement supérieur » (Powell, Zapp, Marques et Biesta, 2018, p. 13), particulièrement sensible dans notre discipline, évoquée aussi dans le premier article du présent volume. Plusieurs autres contributions de ce *Dossier des sciences de l'éducation* montrent la délicate ligne de crête entre une recherche qui s'inscrit en phase avec les demandes du terrain, leurs professionnels et répondants, sans pour autant souscrire à une instrumentalisation de la recherche et basculer dans de l'applicationnisme dans le sens étroit du terme.

Faisant autrement encore varier les échelles d'analyse, Françoise Laot et Rebecca Rogers offrent un instructif retour d'expérience sur la conduite d'un projet de recherche collectif. Pour les auteures, il s'agit *de questionner les procédures de mise en histoire aussi bien d'un champ de recherche que d'une discipline rebelle aux caractérisations simples*. Elles le font à partir d'une enquête nationale et internationale sur les transformations de la recherche éducationnelle dans l'après-guerre (1945-1973) qui ont fourni les conditions de la création et du développement des sciences de l'éducation en France dès 1967; date qu'elles positionnent donc clairement dans un processus plus ample. Dans un premier temps est analysée la volonté de mise en mémoire de documents, sous l'impulsion initiale de la « commission archives » de l'AECSE et suite à la découverte de riches nouveaux fonds (2008). Un groupe de recherche interuniversitaire s'empare du projet, qui évolue, notamment au gré des traces disponibles, pour aboutir à un ouvrage de synthèse auquel participent une vingtaine de chercheur·se·s de France et d'Europe, dirigé·e·s par les auteures de l'article : *Les Sciences de l'éducation. Émergence d'un champ de recherche dans l'après-guerre* (2015). Un ouvrage qui fait date.

Elles y postulent que le développement des recherches en éducation et formation en France s'inscrit dans un cadre plus large et international qui est celui du déploiement des sciences humaines et sociales. En cohérence avec ce constat, l'ouvrage met en lumière le travail et les débats – parfois controversés – des collectifs, congrès, revues, réseaux, associations, en particulier en France, où curieusement ceux-ci demeurent largement méconnus. Comme le souligne d'ailleurs Prost dans la recension citée dans cet article : « Ce volume exhume un territoire oublié de notre histoire intellectuelle et éducative, une Atlantide enfouie dans l'indifférence ». C'est précisément l'examen de la réception de l'ouvrage par les spécialistes que Françoise Laot et Rebecca Rogers proposent dans la seconde partie de leur article. Cette approche originale permet non seulement de mettre en lumière les spécificités de l'ouvrage collectif dans le panorama